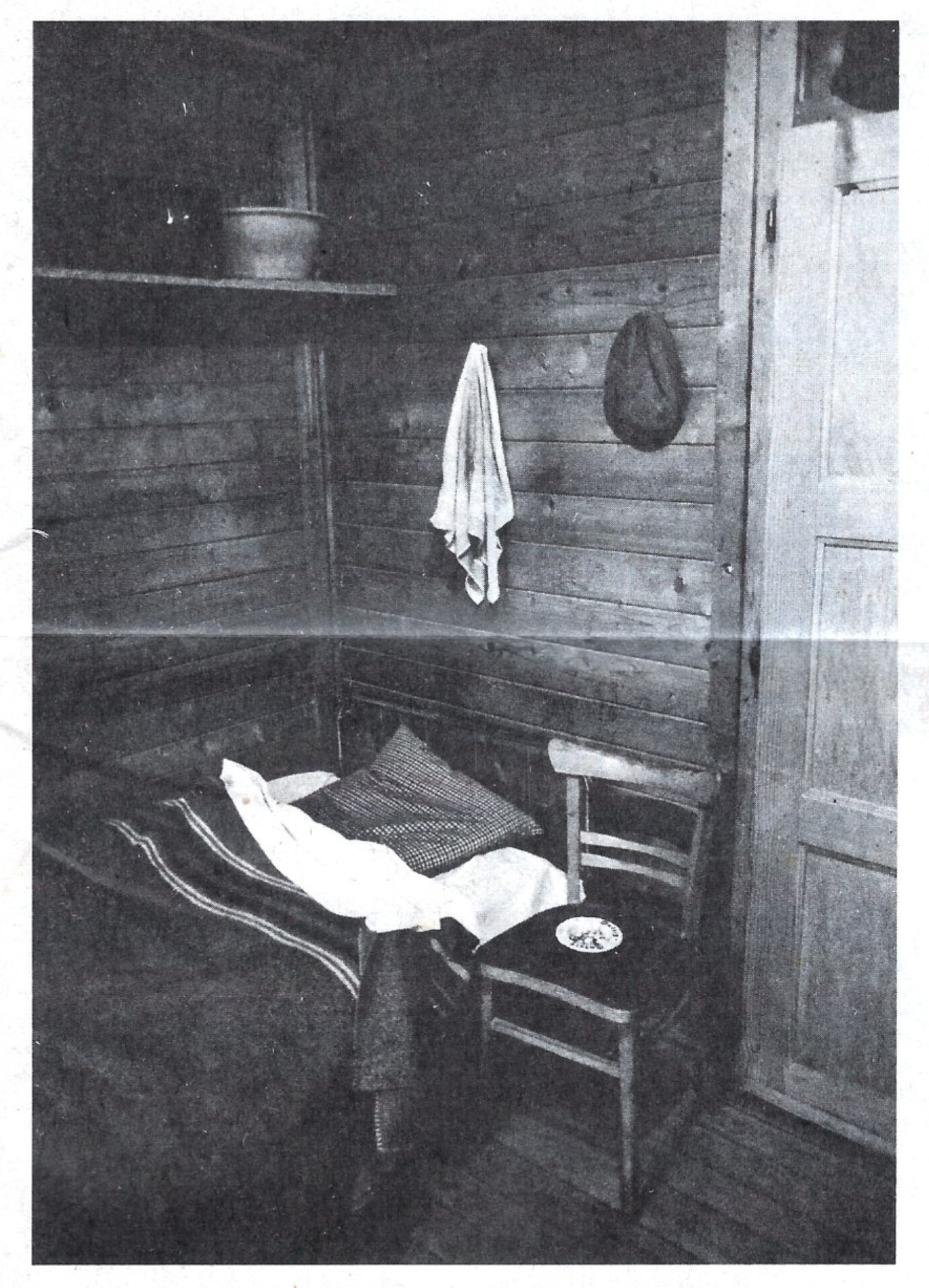
Bulletin œcuménique

MARS 1981 NUMÉRO 2 PARAÎT 8 FOIS PAR ANNÉE

interrogation





LA SUISSE... AU 19 EME SIECLE

La Suisse a longtemps "exporté" sa main-d'oeuvre à l'étranger. Entre 1850 et 1888, il y a beaucoup plus de Suisses qui vont à l'étranger que d'étrangers qui viennent en Suisse (solde négatif de 177'000 personnes). C'est dans ces circonstances que le 22 juillet 1868, un accord est signé entre la Suisse et l'Italie, éliminant toute discrimination entre travailleurs autochtones et travailleurs migrants.

"Dans chaque canton de la Confédération Suisse, les Italiens seront accueillis et traités, relativement à leur personne et à leurs biens, de la même manière que les citoyens des autres cantons le sont ou pourront l'être à l'avenir. Réciproquement, les Suisses seront accueillis et traités en Italie, relativement à leur personne et à leurs biens de la même manière que les nationaux. En conséquence, les citoyens de chacun des deux Etats, ainsi que leur famille, pourront, à condition de se conformer aux lois du pays, librement entrer, voyager, séjourner et s'établir en n'importe quel lieu du territoire, sans être soumis, pour leurs passeports, leurs permis de séjour et leur autorisation à exercer une profession, à aucune autre tache, obligation ou conditions que celles auxquelles les nationaux sont soumis."

ET NOUS SUISSES, QU'ALLONS-NOUS VOTER LES 4 ET 5 AVRIL PROCHAINS ?

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Le Coin 43, CH-2314 La Sagne
CCP : 23-5046

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP : 17-7786

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Le Coin 43
CH-2314 La Sagne
CCP : 10-20968

Chrétiens aujourd'hui

Le résultat de treize enquêtes effectuées dans les années 60 et 70 en Allemagne, au Canada et aux Etats-Unis montre que les opinions des chrétiens sont plus favorables à la guerre que celles des non-chrétiens. Les chrétiens qui se déclarent très stricts dans leur foi sont beaucoup plus prompts à punir que ceux qui déclarent ne pas être très attachés à la doctrine. Dans tous les groupes qui ont été analysés, les pratiquants ont montré une tendance nettement plus forte à accepter la puissance militaire comme moyen de résoudre les conflits que les non-pratiquants.

Est-ce encore vrai aujourd'hui?

SI TU VEUX LA PAIX...

comme nous y invite :

ACTION DE CARÊME — **PAIN POUR LE PROCHAIN**

rue Voltaire 7
1006 **Lausanne**
Tél. (021) 27 88 81
CCP 10-15955

chemin du Boisy 3
1004 **Lausanne**
Tél. (021) 36 30 77
CCP 10-26487



... PREPARE-LA !

La paix n'est pas l'absence de guerre; elle est l'absence d'injustice et de domination de l'homme sur l'homme. La guerre et la paix commencent chaque jour. En nous. Entre le petit «moi» égoïste et le divin. (...) Entre nous et chacune de nos communautés! Et parfois entre nos communautés! Il y a ainsi continuité sans faille entre notre vie intérieure et notre vie extérieure.

R. Garaudy

Dialogue - Dialogue - Dialogue

■ "INTERROGATION" NO 6/80 DEMANDE L'AVIS DES LECTEURS :

1ère impression : "c'est culpabilisant". En cela, il fait écho à la parabole du mauvais riche et du pauvre Lazare ; donc c'est bien de secouer les consciences des "mauvais riches"... Mais le sommes-nous parce que n'ayant pas reçu vocation de quitter père, mère, maison, famille ? Le mari d'une dame est chauffeur de camion, elle est toujours active, soit à son ménage, soit pour dépanner d'autres dans le village (racommodages, repassages) ils ont transformés une vieille ferme en trois appartements ; est-ce coupable, est-ce volé au tiers monde ?

... Marié en 1944, j'estime que ma femme, qui a la charge du ménage et a élevé deux filles et les-dites filles ont eu droit à quelques agréments pour le thé et d'autres occasions, qu'il est aimable de se réjouir, avec des amis dans un cadre agréable (beaux services, meubles hérités, souvenirs...) Est-ce volé au tiers monde ? Hors de ces scrupules-là, on m'a passé "CERTITUDES", une revue rayonnante de vies nouvelles, transformées par le Christ vivant. J'avoue que cela m'a paru plus positif que les éternels Flash catastrophiques d'"INTERROGATION" !

... Cela dit, "Le plus bel âge" (1er article du no 6) vaut la peine d'être lu; ce n'est pas culpabilisant, mais ça trouble salutairement. Et les pages jaunes sont des documentaires très intéressants. Les nouvelles d'outre-mer, les départs et les arrivées touchent le lecteur, même si sa prière personnelle n'arrive pas à suivre tous ceux et celles dont il s'agit..."

P. W-B. Morges

□ *REDACTION* : *" Nous aimerions concentrer notre commentaire sur le sentiment de culpabilité que ressentent et expriment un certain nombre de lecteurs par rapport notamment aux dénonciations des injustices en Occident. Au moins, ceux qui partent, pensent-ils, essaient de vivre "autrement", de lutter contre tous ces privilèges. Mais quel que soit l'engagement, même outre-mer, on reste toujours - sur le plan matériel - un blanc, un privilégié. D'autre part, on rencontre autant de détresses en Occident, pour lesquelles il y a aussi quelque chose à faire.*

Dieu nous met dans des situations données : à nous de comprendre ce qu'il nous demande de faire - ici ou ailleurs - ... Dans Mathieu 19/16, Jésus ne condamne pas le jeune homme riche parce qu'il est riche, Il lui montre seulement que dans son cas, c'est sa richesse qui le coupe du Royaume, qui l'éloigne de Dieu : "il s'en alla tout triste"... Mais tant de choses peuvent nous en séparer, y compris la bonne conscience d'être après tout d'"assez bons chrétiens".

Mais il faut se débarrasser du sentiment stérile et démobilisant de culpabilité, totalement étranger à l'Evangile. Cela n'est cependant possible que dans la proclamation d'un pardon qui conduit à la repentance et par conséquent, si celle-ci est authentique, à des engagements nouveaux. A cela s'ajoute l'espérance qui, pour nous chrétiens, est celle du Royaume de Dieu. Elle est fondée sur l'incarnation, la mort et la résurection du Christ. C'est en raison de cette espérance que nous devons être critique à l'égard de tout système social injuste et non respectueux de la dignité humaine et de la création (par exemple, les pollutions en tous genres ne sont-elles pas des atteintes contraires aux lois de la création voulue par Dieu ?) Le sentiment de culpabilité est donc une attitude qui, si elle semble compréhensible à priori (on sent qu'il faudrait faire quelque chose, mais le courage manque pour aller jusqu'au bout de la réflexion et engager une action) doit être dépassé et déboucher sur des engagements conformes à nos responsabilités de chrétiens. Il y faut beaucoup de courage et de persévérance. Notre action doit s'exercer en premier lieu dans notre propre cadre de vie. Ce n'est certes pas facile. Avançons à petits pas et restons soutenus par notre Espérance.

A vous, chers lecteurs, de poursuivre cette réflexion et de nous en faire part.

— — —

■ *Des lecteurs nous signalent, pour information, deux revues intéressantes sur les problèmes du développement :*

- *Revue "CONCILIUM" no 160 - décembre 1980, consacrée aux problèmes Nord-Sud* (C.P.R.M. à Minvoul/GABON)
- *Revue "ECONOMIE ET HUMANISME" - no 256/novembre-décembre 1980 sur les problèmes de développement* (B.G., Lausanne)



INTERROGATIONS-EXPRES

La destinée du Nicaragua nous intéresse particulièrement. De nombreux chrétiens participent à cette révolution et à la nouvelle société qui se construit dans ce pays.

De passage à Fribourg en janvier 1981, deux responsables du Gouvernement du Nicaragua ont répondu aux questions suivantes :

Edgar PARRALES
Ministre du Bien-Etre Social.

Antonio JARQUIN
Responsable des secteurs de production du même ministère.

(voir aussi flash page 8)

- Comment voyez-vous, pour votre pays, l'arrivée de Reagan à la Maison Blanche ?

- Nous espérons que le pire n'arrivera pas et qu'une certaine modération prévaudra. Cependant, il y a dans la nouvelle administration Reagan des hommes qui cherchent des prétextes pour envahir ouvertement le Salvador et éventuellement ensuite le Nicaragua. Dernièrement, les USA nous ont accusés d'envoyer des guérilleros Nicaraguaens au Salvador pour soutenir les forces populaires de ce pays. C'est absolument faux ! Nous avons protesté officiellement, mais le gouvernement Américain ne nous a pas répondu.

Nous sommes conscients de notre liberté et de notre indépendance et dans un cas d'aggression, nous les défendrions. Nous avons fait une guerre prolongée pour conquérir la paix. Nous connaissons, en termes militaires, la faiblesse de notre révolution et la puissance de l'impérialisme. Nous n'avons donc pas l'esprit de suicide pour provoquer les USA dans leur aire d'influence. Nous espérons que l'administration Reagan respectera notre peuple qui a lutté durant de nombreuses années pour son auto-détermination. Nous souhaitons que dans le futur, les USA nous donneront une autre alternative que la guerre pour défendre notre révolution. Les relations avec les USA peuvent être excellentes s'ils respectent notre libre auto-détermination. Actuellement, s'installe une campagne internationale de diffamation pour salir notre révolution et nous isoler. Tel n'est pas notre but. Nous désirons nouer des liens fraternels avec tous les peuples du monde, parce qu'au Nicaragua nous sommes en train de vivre une expérience historique nouvelle, où existe une participation de différentes idéologies et de différents mouvements politiques. Ils sont représentés inclusivement au parlement qui s'appelle "Conseil d'Etat" où les secteurs populaires, ouvriers et paysans, les syndicats, groupes politiques, l'Eglise, les étudiants, s'expriment dans un climat de liberté et d'authentique démocratie. Il est clair que pour les intérêts des USA en Amérique Latine, cet état de choses est un "mauvais exemple" pour la jeunesse de notre continent, mais c'est une conquête que nous défendrons à tout prix et jusqu'au bout.

- En avril 1980, il y a deux membres modérés qui sont sortis du gouvernement, n'assiste-t-on pas à une radicalisation progressive du régime ?

- Il est vrai que deux membres modérés se sont retirés du gouvernement, mais ils ont été remplacés par deux autres membres modérés, le Dr. Rafael CORDOBA qui est membre du parti conservateur et le Dr. Arturo CRUZ, du groupe des "Douze", qui est accepté par tous les secteurs, inclusivement par les USA, parce qu'il travaillait auparavant dans le Fonds monétaire international. Le pluralisme n'est pas seulement accepté par le gouvernement, mais aussi par le Conseil d'Etat, donc par tous les groupes représentatifs. Il faut se rappeler que le front sandiniste prit le pouvoir militairement et détruisit complètement le pouvoir militaire de Somoza et qu'il aurait pu, s'il l'avait voulu, durcir sa position d'une manière hégémonique. Mais dès le début, il choisit le pluralisme politique qui est une caractéristique de la révolution nicaraguaenne.

- Votre révolution est remarquable, car une fois parvenue au pouvoir, elle n'est pas entrée dans l'engrenage des règlements de compte comme il arrive souvent dans l'his-

toire. Mais pouvez-vous nous indiquer alors comment vous avez intégré à l'oeuvre de reconstruction nationale les partisans de l'ancien régime et les membres de l'ancienne garde nationale ?

- Une partie des forces armées de Somoza a fui le pays et se trouve actuellement au Guatemala, Honduras et Salvador. Ceux qui sont au Salvador luttent actuellement contre les guérilleros en tant que membres de l'actuelle armée du Salvador. Dernièrement, la guérilla a encerclé une ville où se trouvait près de 500 anciens gardes nationaux de Somoza. Ceux qui se trouvent au Honduras sont dans des campements près de la frontière du Nicaragua et souvent font des incursions et attaquent ceux qui gardent nos frontières.

A l'intérieur du Nicaragua, nous avons eu jusqu'à près de 8000 prisonniers. Si nous avions voulu les condamner à mort et ensuite les exécuter, nous aurions pu le faire. Mais nous avons suivi un autre chemin. Certains ont déjà été jugés à des peines de prison, mais ceux qui étaient innocents de crimes de guerre, ont été remis en liberté. Durant l'espace d'une année, le gouvernement a décrété deux amnisties : la première fois, pour les femmes et les hommes âgés de plus de 50 ans, la deuxième fois, à 500 jeunes qui n'avaient pas de responsabilité grave dans la guerre civile. Dans les premiers jours de la victoire, il y eut quelques cas de vengeance personnelle, à cause de la haine accumulée par les crimes commis par la garde nationale. Mais tout de suite, les responsables de la révolution sont intervenus pour empêcher ce genre d'excès. Quand ils ont rencontré des soldats sandinistes qui agissaient par vengeance, ils étaient punis immédiatement de prison.

Dans la dernière phase de la guerre, les somozistes avaient enrôlé des enfants de 12 à 14 ans pour torturer les prisonniers sandinistes. Certains étaient devenus spécialistes pour enlever les yeux avec les pouces. Nous sommes en train, à travers le ministère du Bien-Etre social, de réintégrer ces enfants, psychiquement et socialement. Actuellement, il ne reste que 22 d'entre-eux qui terminent leur traitement et seront, comme pour les autres, réintégrés dans la vie commune. En tout, ils étaient plus de cent. Après la victoire, les premiers jours, ces enfants étaient dans les prisons, mais tout de suite, ils ont été placés dans des centres de rééducation et ensuite, remis à leurs familles.

- Pouvez-vous nous parler de la campagne de santé qui commence bientôt ?

Avec le soutien de la solidarité internationale, il fut possible de donner, dans un premier temps, une réponse à un grand mal qui sévit dans les pays sous-développés, à savoir l'analphabétisme. En six mois, nous avons réussi à envoyer plus de 100'000 jeunes dans les zones rurales où plus de 60 % de la population ne savait ni lire, ni écrire. Aujourd'hui, le taux de l'analphabétisme est descendu à 12 %. Ça paraît être un miracle en Amérique Latine. Cela signifie qu'il a fallu créer une grande infrastructure dans tout le pays et une grande accumulation d'expériences pour arriver à ce résultat.

Un des graves problèmes de notre pays est aussi celui de la santé. Nous avons un des taux les plus hauts de la mortalité infantile en Amérique Latine. La révolution se propose d'utiliser toute l'expérience acquise lors de la campagne d'alphabétisation. Elle utilisera aussi l'infrastructure de cette campagne pour donner une réponse massive au problème de la santé. Il s'agit d'incorporer les communautés rurales et les organisations populaires à résoudre une série de problèmes fondamentaux de base, en rapport avec la santé. De cette façon, il a été programmé de lancer des journées nationales pour la santé, qui serviront principalement à prévenir les principales maladies. Nous mobiliserons environ 24'000 promoteurs de santé qui seront envoyés dans tout le pays. Pour le moment, il n'y a que 40 personnes compétentes et entrainées dans ce secteur. Elles seront les multiplicateurs des brigadistes de santé qui, à leur tour, organiseront des réunions pour former d'autres personnes et diffuser la campagne de santé dans les quartiers populaires et dans les campagnes.

Cet effort national de santé visera principalement quatre secteurs fondamentaux :

- santé de l'environnement : propreté, hygiène,
- vaccinations, surtout pour les enfants,
- prévention contre les maladies, spécialement la rage encore très répandue dans notre pays,
- campagne aussi pour l'élimination de la malaria.

Les deux membres du gouvernement du Nicaragua terminent leur exposé en invitant les Suisses à se solidariser avec cette campagne et se réjouissent qu'à Fribourg, comme dans d'autres endroits du monde, il existe aussi un groupe de solidarité avec le peuple du Nicaragua.

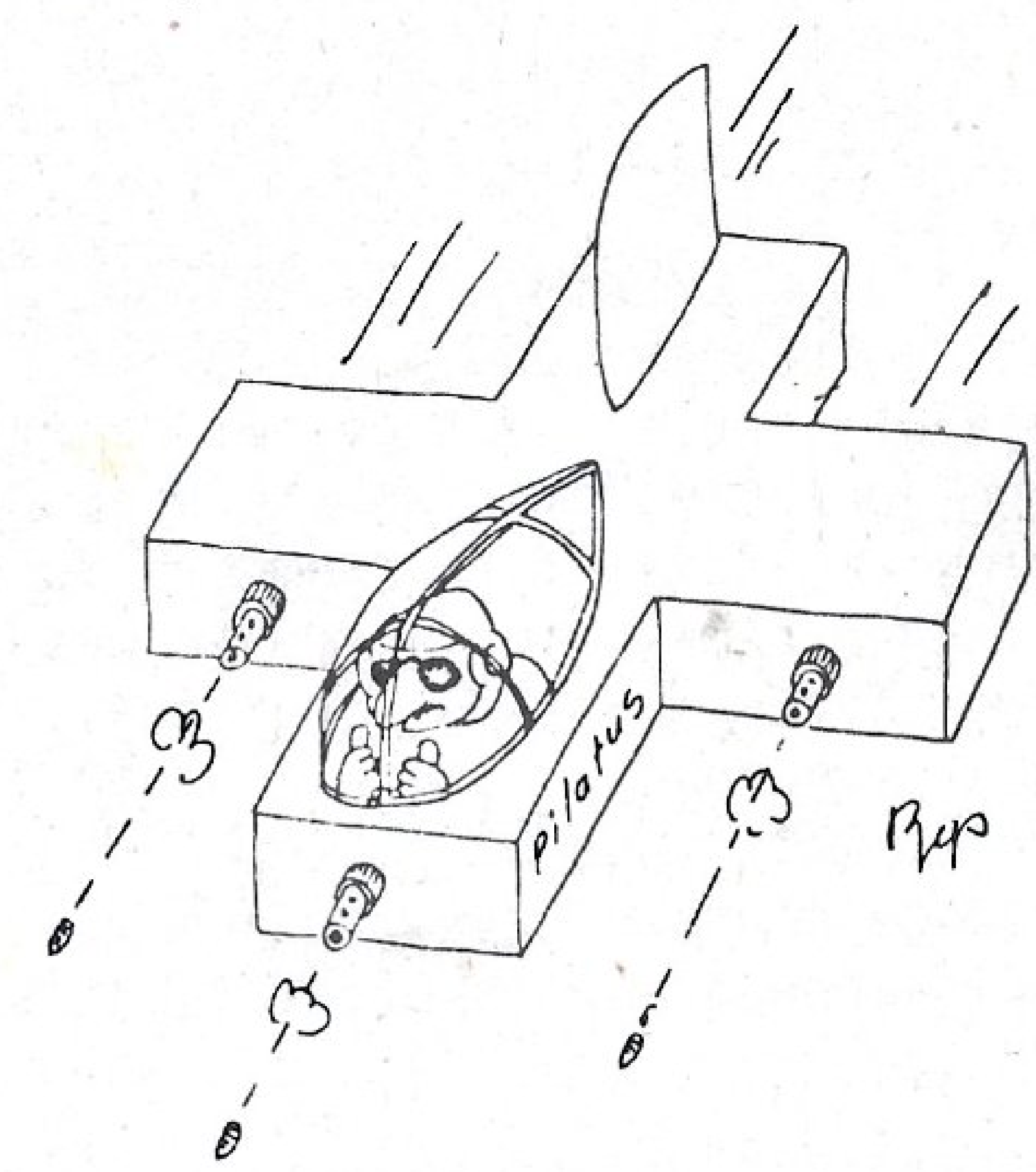
Propos recueillis par Claude MAIER

flash - flash - flash



Une menace

Nous apprenons que la firme Pilatus à Stans a reçu une commande de vingt-quatre "Pilatus Turbo Trainer" de la part de la Bolivie. Depuis début décem-



bre, on savait que le gouvernement de Meza cherchait à se procurer des avions de combat (des modèles israéliens et français avaient été envisagés) mais que se posaient des problèmes de trésorerie. Le choix s'est donc porté sur le Pilatus, ce "mirage du pauvre"! (A noter que le pays en possède déjà quinze.)

Nos lecteurs présents à la rencontre organisée par notre commission lors du passage de deux prêtres du Guatemala se rappellent de l'efficacité terrifiante de nos petits avions Pilatus dans l'intimidation et la lutte contre la population civile, notamment dans les régions de montagne. Va-t-on accepter que partout où des gens essaient, avec des moyens souvent dérisoires, de tendre à leur libération, la Suisse fournisse les moyens efficaces de leur répression ? Et qu'on ne nous dise pas que le Pilatus est un avion civil alors que chacun sait avec quelle simplicité il peut être transformé en avion de combat.

Notre commission a écrit au Conseiller fédéral Pierre Aubert pour qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher cette transaction. Nous invitons tous ceux qui le veulent à faire une démarche dans ce sens (en remerciant d'avance ceux qui nous enverront un double de leur lettre).

C'est aussi cela, l'exercice de la démocratie.

COTMEC - JANVIER 1981
CASE POSTALE 99
1211 GENEVE 9

LES MAGASINS DU MONDE

Qui ?

Né en Hollande, le Mouvement des Magasins du Monde existe aujourd'hui dans la plupart des pays d'Europe. En Suisse romande, il a été créé par des membres d'organisations tiers-mondistes qui désiraient mener une action plus concrète qu'un travail purement de réflexion et d'information. Il compte actuellement une quarantaine de points de vente, dont la liste, avec leurs heures d'ouverture, peut être obtenue auprès de :

L'ASSOCIATION ROMANDE
DES MAGASINS DU MONDE
CASE POSTALE 56
1000 LAUSANNE 4

Pourquoi ?

Les Magasins du Monde cherchent à lutter contre un système d'échanges de plus en plus injuste entre pays riches et pays pauvres. Ils essaient de soutenir certains producteurs du Tiers Monde par un prix plus élevé, et d'informer le public sur les causes du maldéveloppement et les possibilités d'y remédier.

Comment ?

L'Association romande des Magasins du Monde fonctionne de façon autogestionnaire. Les décisions intéressant l'ensemble des Magasins sont prises, après discussion dans les groupes, lors de coordinations mensuelles. Les membres des Magasins assurent, en plus de la vente des produits, la rédaction de l'information qui les accompagnent.

L'ENJEU DES ANNEES 80

25 ans et 300 millions de dollars pour vaincre la variole.

Aujourd'hui, la même somme est dépensée en 5 heures dans la course aux armements.

Appel de l'archevêque de San Salvador

L'archevêque intérimaire de San Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas, a demandé aux Etats-Unis et à Cuba de « ne pas intervenir dans les affaires intérieures » de son pays.

24 H. 10.2.81

Haïti

PLUS DE MILLE CINQ CENTS OPPOSANTS auraient été arrêtés ces dernières semaines par le gouvernement de M. Jean-Claude Duvalier, ont déclaré, le mercredi 21 janvier, des exilés haïtiens récemment arrivés à Saint-Domingue. — (UPI.)

Monde 23.1.81

Au Tribunal de police genevois

La manœuvre de Pinochet échoue. Victoire de la solidarité avec le peuple chilien

Vendredi 9 janvier, le Tribunal de police genevois a rendu son verdict dans le procès en diffamation intenté par le « procureur-juge d'instruction militaire » chilien Luis Winter à Marie Bonnard-Tecklenburg, militante du Comité de soutien au peuple chilien, qui l'avait accusé d'avoir ordonné des tortures au lendemain du coup d'Etat.

L'acquittement de Marie Bonnard est une victoire de la solidarité avec le peuple chilien – et avec tous les peuples opprimés – et une défaite pour Pinochet, qui avait poussé Winter à exiger que le procès ait lieu – tant il était persuadé d'obtenir gain de cause – alors que le parquet genevois avait décidé de classer l'affaire.

La responsabilité qui pesait sur les juges était extrêmement importante, tant l'enjeu dépassait cette seule plainte en diffamation. En effet, Pinochet comptait sur la condamnation de Marie Bonnard pour « prouver » au monde entier « qu'il n'y a jamais eu de torture au Chili, que c'est une démocratie modèle (bien qu'autoritaire) et que tous ceux qui prétendent le contraire ne sont que des agitateurs payés par Moscou ». C'était donc bien l'avenir du peuple chilien qui était en jeu, ainsi que l'avenir des mouvements de solidarité avec l'ensemble des peuples d'Amérique latine. Tribune Socialiste 22.1.81

Tanzanie

UNE DIZAINE D'HOMMES D'AFFAIRES ARRÊTÉS POUR CORRUPTION

(De notre correspondant en Afrique orientale.)

Nairobi. — Les autorités tanzaniennes semblent résolues à extirper la corruption. Elles ont arrêté à Dar-Es-Salaam une dizaine d'hommes d'affaires — asiatiques pour la plupart — et limogé une centaine de fonctionnaires à Zanzibar. Les victimes de la purge qui frappe l'archipel se sont vu reprocher leur « *enrichissement personnel* » par le vice-président de la République

Parmi les Asiatiques arrêtés figurent M. Haji, représentant de l'Aga Khan, et M. Rajpar, un important négociant qui a racheté, moyennant 7 millions de dollars, un navire ayant appartenu à la défunte communauté est-africaine.

La montée de la corruption est un phénomène relativement nouveau. Favorisée par la crise qui secoue le pays, elle a été au centre d'une récente réunion du comité central du parti unique. Celui-ci a décidé l'abolition des « permis spéciaux » qui permettaient aux dirigeants des entreprises para-étatiques de s'approvisionner directement dans les usines et les entrepôts, car cette franchise favorisait le marché noir Le président Nyerere a baptisé 1981 l'« *année de la lutte contre les saboteurs de l'économie* ». Le chef de l'Etat est d'autant mieux placé pour conduire cette campagne qu'il est réputé pour son intégrité personnelle. — J.-P. L.

Monde 23.1.81

Angola

Le témoignage d'un ancien mercenaire sur les massacres de civils par l'armée sud-africaine

Salisbury (A.F.P.). — Un ancien mercenaire blanc, engagé dans une unité sud-africaine en Angola, a affirmé, mercredi 4 février, avoir pris part au massacre systématique de civils angolais. Agé de trente ans, il a servi pendant deux ans dans le 32ᵉ bataillon sud-africain sous le nom de code de « *Cow-boy* ». Il a affirmé qu'il avait pour ordre d'assassiner des civils angolais, de détruire leurs maisons et de décimer leurs troupeaux. « *Notre tâche principale*, a-t-il dit, *était d'éliminer tous les civils qui se trouvaient dans notre zone, de détruire les possibilités en nourriture et en eau de la population, de harceler et de pilonner les guérilleros de la SWAPO* » (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain).

Les civils angolais étaient systématiquement tués, a-t-il expliqué, afin de les empêcher de fournir des renseignements à la SWAPO sur les déplacements des troupes sud-africaines. Il a admis avoir participé à l'assassinat de civils en Angola : « *Nous abattions des civils et nous les enterrions à proximité de l'église. Nous jetions aussi les cadavres des bêtes tuées dans l'eau afin de la polluer.* »

Il a affirmé avoir été recruté par un colonel sud-africain en retraite et avoir été bien payé : 1 022 dollars par mois et 12 000 dollars à la fin du contrat. Soldat de métier depuis l'abandon de ses études à l'âge de seize ans, a-t-il raconté, il avait passé trois ans dans l'infanterie légère australienne et neuf ans dans un bataillon de l'infanterie légère rhodésienne. Pourquoi a-t-il quitté le 32ᵉ bataillon ? « *J'ai été dégoûté et fatigué de tuer des civils. Mon travail est de tuer des gens en armes de différentes armées, pas de tuer des civils* »

Il envisage maintenant de s'engager dans l'armée israélienne

[Avant sa fermeture en 1980, trois mois après la proclamation de l'indépendance du Zimbabwe, le consulat sud-africain à Salisbury s'était transformé en officine de recrutement de mercenaires. Beaucoup de « commandos » de l'ancienne armée rhodésienne — considérés comme les meilleurs « acteurs » de la contre-guérilla — ont utilisé ce canal pour s'engager dans les unités spéciales constituées par Pretoria pour contrôler les frontières sud-africaines et réprimer la guérilla de la SWAPO dans le nord de la Namibie et dans le sud de l'Angola.]

Le Monde 6.2.81

République Sud-Africaine

LES DEUX PRINCIPALES PUBLICATIONS NOIRES SONT INTERDITES

(De notre correspondant)

Johannesburg. — Les autorités de Pretoria viennent d'interdire définitivement les deux plus importants journaux lus et rédigés par des Noirs : le *Post Transvaal*, troisième quotidien du pays, et l'hebdomadaire *The Sunday Post*.

Avec des tirages respectifs de cent douze mille et cent dix-huit mille exemplaires, ces deux publications comptaient plus de deux millions de lecteurs, recrutés pour l'essentiel dans les faubourg et les townships des environs de Johannesburg et Pretoria. L'un et l'autre appartiennent au groupe de presse anglophone Argus, dont le P.-D.G., M. Hal Miller, s'apprêtait à engager la procédure de republication lorsque M. Chris Heunis, ministre de la l'intérieur, a déclaré : « *Le gouvernement n'a pas les moyens légaux d'entraver cette procédure, mais si les deux journaus reparaissent ils seront immédiatement interdits.* » Persuadé que la décision avait en fait été prise avant la grève des employés qui avait provoqué une interdiction provisoire le 24 décembre (*le Monde* des 26 et 31 décembre), M. Miller s'est incliné, annonçant que la procédure de republication ne serait pas poursuivie.

Le *Post Transvaal* et le *Sunday Post*, qui emploient deux cent soixante-dix personnes, avaient recueilli les lecteurs de deux autres journaux noirs, interdits en octobre 1977, *The World* et *The Weekend World*. A l'époque, le ministre de la justice s'était publiquement plaint d'un éditorial du *World* concernant la mort, dans les geôles de la police de la sécurité, du dirigeant noir Steve Biko. Chacun alors avait pu lier l'interdiction à cette affaire. Cette fois, le gouvernement n'a fourni aucune raison concrète à la mesure qui frappe les deux publications.

Cette affaire provoque l'irritation de la quasi-totalité de la profession — y compris la grande presse afrikaner — le courroux du parti d'opposition blanc et la fureur de la population noire et de ses dirigeants. L'évêque africain Desmond Tutu, qui, ironie du sort, s'est vu le même jour restituer le passeport qu'on lui avait retiré en mars dernier, s'est exclamé : « *Ils n'apprendront donc jamais.* »

PATRICE CLAUDE.

Le Monde 27.1.81





Initiative Etre solidaires
L'appui des prêtres



Lors de leur assemblée annuelle présidée par M. l'abbé Raymond Meyer, vicaire épicospal, les prêtres du canton de Vaud se sont prononcés à l'unanimité en faveur de l'initiative Etre solidaires.

« L'assemblée synodale des catholiques suisses a dit du statut des saisonniers qu'il est une injustice intolérable. Nous, prêtres du canton de Vaud, partageons ce jugement. En conséquence, nous nous engageons, d'ici à la votation du 5 avril 1981, à prendre notre part pour que les citoyens du canton voient clairement la grave alternative qui nous est proposée à tous : accepter ou refuser d'aller vers un monde où la dignité humaine l'emportera sur les seuls impératifs économiques. En notre qualité de citoyens nous nous prononçons, à l'unanimité, en faveur de l'initiative Etre solidaires.

» Cette prise de position n'entend pas dicter aux catholiques leur attitude. Elle manifeste simplement la prise de conscience, par les prêtres, des enjeux de la votation prochaine. Elle est l'occasion pour eux, ministres de la Parole, de traduire en acte un peu de la miséricorde de Dieu.

» Aujourd'hui, les étrangers sont à l'affût et attendent du peuple suisse d'être reconnus comme des partenaires et non pas comme des objets de marchandage. Beaucoup reste donc à faire pour traduire, dans les communautés chrétiennes, cet accueil de l'étranger dont elles causent tant. » — (c) 24 H 7-8.2.81

Nicaragua

La révolution et les droits de l'homme

Le groupe de travail sur les disparitions de la commission des droits de l'homme des Nations unies a fait connaître, à l'occasion au colloque réuni les 31 janvier et 1er février au Sénat, à Paris, une liste de quinze pays, dont dix situés en Amérique latine, à propos desquels il avait reçu des plaintes relatives à des disparitions (le Monde *du 3 février). Au nombre de ces pays figure le Nicaragua.*

Le Comité de solidarité avec le Nicaragua (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris) nous écrit à ce propos :

Le Nicaragua est l'un des rares pays d'Amérique latine où les libertés individuelles et les droits de la défense soient respectés Au lendemain de la chute du dictateur A Somoza (le 19 juillet 1979), le nouveau gouvernement a aboli la peine de mort. La portée de cette mesure doit être soulignée. La garde nationale, armée personnelle du dictateur déchu, s'était illustrée pendant des décennies, par ses méthodes barbares, liquidant des dizaines de milliers de Nicaraguayens Tomas Borge, actuel ministre de l'intérieur, a été lui-même torturé pendant sa longue détention par l'armée de Somoza. Sa femme a été assassinée. Mis en présence de ses anciens tortionnaires arrêtés, il leur a dit : « *Ma vengeance sera qu'il ne vous sera fait aucun mal.* » Ainsi, au Nicaragua, les anciens gardes nationaux de Somoza bénéficient de droits de défense au cours de procès publics, dont les journaux se font l'écho. La peine maximale est de trente ans de prison. Nous pensons que tout cela mérite d'être souligné alors que les droits de l'homme sont partout bafoués en Amerique latine.

[Selon les indications recueillies de sources compétentes, soixante-dix cas de disparitions au Nicaragua ont été signalés au groupe de travail de la commission des Nations unies sur les droits de l'homme — qui a recueilli de onze mille à treize mille plaintes en moins d'un an. La quasi-totalité d'entre elles se sont produites durant la période immédiatement consécutive à la prise du pouvoir par les sandinistes et peuvent, selon les juristes que nous avons interrogés, être assimilées à des disparitions en temps de guerre. Les quelques cas supplémentaires sont ceux d'anciens somozistes enlevés dans des locaux où ils étaient détenus.

En dépit de ces faits, il importe de redire, notamment en cette période où les sandinistes sont sérieusement menacés par la nouvelle politique américaine, que la révolution victorieuse d'Anastasio Somoza constitue jusqu'à nouvel ordre une exception dans une Amérique latine où la cause des droits de l'homme est presque partout bafouée. Les faits rapportés par le Comité de solidarité avec le Nicaragua sont rigoureusement exacts.

J.-P. C.]

Monde 7.2.81

Bolivie

● LA CONFERENCE EPISCOPALE BOLIVIENNE a demandé au gouvernement, dans une declaration rendue publique, jeudi 5 février, la fin des tortures contre les détenus politiques et l'ouverture d'un « *dialogue* » avec l'opposition. Les évêques assurent disposer d'informations « *dignes de foi* » prouvant l'utilisation de « *tortures psychologiques et physiques* » dans les prisons. Ils affirment également qu'après le coup d'Etat du général Garcia Meza, en juillet dernier, quelque deux mille militants politiques ont été arrêtés ou exécutés, ou ont disparu — (U.P.I.)

MESSAGE DU COE POUR LE 100e ANNIVERSAIRE DE PAUL COUTURIER

Dans un message à l'occasion du centenaire de la naissance de l'Abbé Paul Couturier, le Conseil oecuménique des Eglises (COE) a rendu hommage à l'activité courageuse et prophétique d'une des grandes figures du mouvement oecuménique au XXe siècle, l'Abbé Paul Couturier, prêtre du diocèse de Lyon.

On doit à l'Abbé Couturier l'institution de la Semaine universelle de prière pour l'unité des chrétiens qui vient de s'achever. En 1939, le "prophète de l'unité" prenait contact pour la première fois avec le pasteur Willem A. Visser't Hooft, alors secrétaire général du COE en formation.

Le camp de déportation des lycéennes

Depuis le 29 avril 1980, on était sans nouvelles des lycéennes de Kaboul. Avec les étudiants, elles étaient deux cents jeunes filles à avoir bravé les fusils de l'armée pour crier « Mort aux Soviétiques » devant la Maison du peuple de la capitale afghane. Arrêtées par les soldats soviétiques, les lycéennes de Kaboul avaient été déportées vers une destination inconnue. Nous sommes en mesure de révéler qu'elles sont internées en U.R.S.S., dans un camp, à Toula, à 180 km au sud de Moscou. En revanche, nul ne sait encore où sont passés les garçons arrêtés avec elles. Express 3.1-81

dossier février 1981

800 Millions de petits MUSULMANS
... et moi ? et moi ?

Quand on parle d'Islam, ce n'est certainement pas l'Inde que l'on évoque en premier. Pourtant, c'est de notre séjour d'un an dans le sous-continent indien que date mon attrait pour l'Islam. Face aux 350 millions de dieux ou déesses de l'hindouisme, la foi musulmane en un Dieu unique et non-représentable avait quelque chose de fascinant; fascinante aussi cette intransigeance des musulmans soucieux de ne pas se mêler, de vivre en eux, les femmes entièrement voilées, pour préserver leur foi.
Puis un séjour de presque deux ans en Iran (comme pasteur et enseignante), nous a plongés dans un Islam très différent, dont les implications politiques devaient aboutir à la Révolution, peu après notre départ.
Enfin, un engagement d'un an et demi à Djibouti nous a donné de connaître un autre Islam, à coloration africaine. Partout, nous nous sommes sentis interpellés, partout nous avons vu l'écran "Occident-Colonisation" s'interposer entre Christianisme et Islam.
De même, à notre retour en Europe, nous avons vu s'exprimer de la colère et du mépris à l'égard des musulmans.

DJIBOUTI

Entre l'Ethiopie et la Somalie, Djibouti était une colonie française aux dimensions d'un port sur la route de Madagascar et de l'Indochine. Cent ans de présence française n'ont conduit qu'à la sédentarisation des tribus afars (d'origine éthiopienne) et issas (d'origine somalienne), à l'exacerbation des conflits entre eux et aux apports contestables de la "civilisation" que sont prostitution, alcoolisme, mendicité...

République indépendante depuis trois ans, Djibouti fait encore très ville de garnison et ne doit sa survie qu'à la présence de l'armée française (4'000 hommes) dont dépend largement l'économie.

Djibouti est membre de la ligue arabe, mais il s'agit d'une "arabisation" encore superficielle : le français reste la langue de l'administration. Le soutien des Séoudiens est visible ; mais s'ils ont muni les mosquées de hauts-parleurs, cela ne pousse guère les Djiboutiens à répondre à l'appel, ni à comprendre les prières en arabe !

L'"islamisation" peut paraître extérieure : la religion du Prophète n'a rien à voir avec un certain nombre de pratiques proprement africaines et vraisemblablement pré-islamiques. Ainsi, les Djiboutiens (surtout les femmes) justifient les pratiques barbares de l'infibulation et de l'excision, en prétendant qu'elles viennent du Coran ou de l'Islam. Or, il s'agit apparemment d'un rite de passage, c'est entièrement une affaire de femmes, voulue et subie par l'immense majorité des Djiboutiennes, et il en est de même dans plusieurs autres pays africains. Mais, j'ai entendu faire le rapprochement avec la circoncision qui, elle, est prescrite pour les hommes par l'Islam.

On est musulman pour s'affirmer face aux français, aux occidentaux; d'autant plus que la culture nomade a été mise en échec par la colonisation. De même, nous avions remarqué en Inde que les musulmans mangeaient beaucoup de viande pour se démarquer des hindous végétariens, et faisaient croire que c'était l'Islam qui le leur prescrivait.

Les jeunes Djiboutiens admirent Khomeyni; on assiste à un renouveau de la pratique du Ramadan. Enfin, la présence de nombreux Arabes, surtout Yéménites, très actifs dans le commerce et l'agriculture (un bien grand mot pour les quelques plantations autour de Djibouti !) est à mettre en relation avec l'importance du pélerinage à la Mecque. Les Djiboutiens le font volontiers, mais en bonne partie pour y faire des affaires. Il faut aussi noter l'existence de confréries religieuses et de marabouts (ces "chefs" religieux africains mi-sorciers, mi-prêtres), de cultes autour d'arbres ou de tombeaux, le tout constituant un Islam marginal, propre à l'Afrique.

Djibouti a été islamisé en 700 environ, colonisé et "christianisé" depuis cent ans. Il n'y a pas de chrétiens Djiboutiens, mais la "classe" dirigeante est issue des écoles privées catholiques. Il résulte pas mal de confusion et parfois un intérêt réel : par exemple, à Noël, les adultes qui suivaient les cours de français au Centre protestant, se sont jetés sur des Nouveaux Testaments mis à disposition...

Pour faire tomber les préjugés entre chrétiens et musulmans, il convient d'apprendre à se connaître et c'est le sens de ce dossier.



LA RELIGION DU PROPHETE

Mahomet, né vers 570 dans une Mecque idolâtre, reçoit à 40 ans une révélation et proclame que Dieu est unique et qu'il fera triompher la justice au jugement dernier. Rejeté, il doit se réfugier à Médine en 622, l'an zéro du calendrier musulman. Le Coran lui est révélé progressivement, en un arabe très pur ; à sa mort (632), l'Arabie est "islamisée".

1) <u>LA FOI</u> : ce qui sauve le musulman, c'est l'intention, la foi intérieure, et non ses oeuvres (souvent déficientes). Il y a 6 articles de foi :

- Dieu est Unique, il est donc inconcevable pour un musulman que Jésus soit aussi Dieu, et encore plus, que Dieu soit un et trois (Père, Fils et Saint-Esprit).

Le Coran affirme : "Dis : Il est Dieu Unique, Dieu absolu. Il n'a ni enfanté, ni été enfanté. Nul n'est en état de l'égaler". (Sourate 112).

- Les Anges sont les messagers spirituels de Dieu.

- Les Livres : Si la Toran et l'Evangile sont reconnus, bien que considérés comme falsifiés par les copistes, le Coran les parachève. C'est la Parole de Dieu elle-même ; le musulman y trouve tout ce qui doit orienter et constituer sa vie. Il le vénère comme les chrétiens vénèrent le Christ et le considèrent comme un miracle venu du Ciel.

- Les Prophètes : (pas ceux qui portent ce titre dans l'Ancien Testament) ; après Abraham, Moïse et Jésus, Mahomet est le "sceau des prophètes", le meilleur, mais leur message est identique.

- Le Jour Dernier : Dieu séparera les justes des incroyants ; enfer et paradis rappellent l'imagerie chrétienne.

- Le Destin : "Islam" signifie en arabe "soumission". Même s'il se soumet totalement à Dieu, le musulman reste libre et responsable de ses actes.

2) <u>LA PRATIQUE</u> : C'est l'aspect extérieur de cette soumission. Il y a 5 prescriptions qui sont les piliers de l'Islam:

- Le témoignage : pour affirmer sa foi, l'index levé, on prononce : "Il n'y a pas

de divinité si ce n'est Dieu, et Mahommed est l'envoyé de Dieu".

- La prière rituelle : cinq fois par jour, après s'être lavé rituellement, le musulman prie tourné vers la Mecque - ce qui ne va pas sans problème dans la vie moderne des grandes cités !

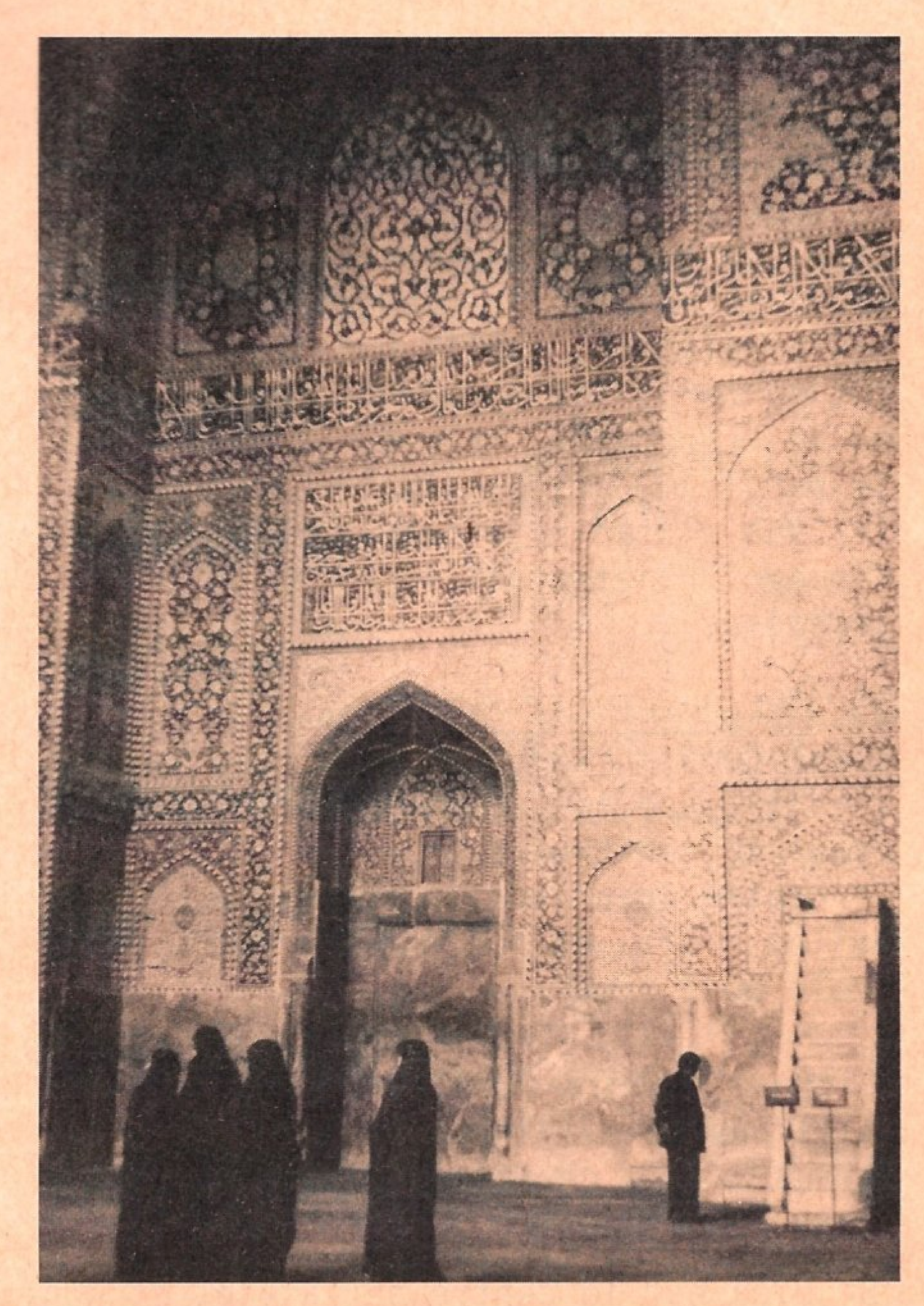
- L'aumône : c'est un impôt religieux destiné aux plus pauvres qui montre la volonté du musulman de s'associer à la construction d'une société plus juste.

- Le jeûne du "Ramadan" : un mois durant, le musulman ne boit, ni ne mange pendant la journée : quand le soleil est couché, c'est la fête.

- Le Pélerinage ("hajj") : tous les musulmans du monde désirent se rendre au moins une fois dans leur vie à la Mecque pour la fête du sacrifice d'Ismaël; chaque année, le nombre des pélerins augmente - plus de 2 millions en 1980 ! - là se mesurent la solidarité et la ferveur du monde musulman.

3) LA COMMUNAUTE : L'Islam n'est pas une Eglise. En Islam, il n'y a pas d'Eglise; pas de pouvoir spirituel vivant, ni de hiérarchie ecclesiale. Il n'y a que le "peuple des croyants", uni par une foi et une pratique communes. Selon le Coran, le but de la Communauté du Prophète est de "commander le bien et interdire le mal", faire régner les lois révélées par Dieu. C'est Dieu qui gouverne, et tous les croyants sont frères, "égaux comme les dents du peigne". Mais alors les Califes ? Il y a eu un Calife ("remplaçant du Prophète") à la tête du monde musulman jusqu'en 1924 (fin de l'empire turc ottoman). Il maintenait le principe d'unité de la Communauté. Aujourd'hui, l'absence de Calife et le morcellement des Etats musulmans modernes n'enlèvent rien au sentiment de solidarité et d'union des musulmans au sein de la Communauté du Prophète.

4) L'ÉVOLUTION : à l'âge d'or du monde musulman (du 9ème au 11ème siècle), science, culture, philosophie, théologie, mystique, art ont atteint un degré de perfection qui va de pair avec l'étendue de l'empire. On peut alors en parler comme de la civilisation par excellence. Les occidentaux ont de la peine à s'imaginer



que tous les regards étaient alors tournés vers le Moyen-Orient et l'Orient, et non pas vers l'Occident. C'est à la Renaissance que le monde musulman s'efface au profit de l'Europe. Plus tard, au caractère figé de l'Islam ottoman, s'ajoute le choc de la colonisation.

La découverte du pétrole et l'indépendance des Etats ont permis un renouveau et surtout une prise de conscience de l'identité arabe. Toutefois, on entend souvent confondre "arabe" et "musulman" Outre que tous les arabes ne sont pas musulmans, on imagine mal la diversité de l'Islam : du Magreb aux Philippines, en passant par les Iraniens qui ne supportent pas qu'on les prenne pour des arabes !!!

En fait, le plus grand pays musulman est l'Indonésie, puis vient l'Inde et le Pakistan.

EN QUOI TOUT CELA NOUS CONCERNE

1) DES RELIGIONS MISSIONNAIRES : L'Islam est bien implanté en Asie et en Afrique où il étend encore son influence là où le christianisme est en difficulté. Si le christianisme apparaît souvent

comme un vernis en Occident, en est-il de même pour l'Islam ? A voir les musulmans se modeler sur le style de vie occidentale, on peut se demander si l'accès à un monde technicisé ne conduit pas au rejet de la religion, quelle qu'elle soit ! Tôt ou tard, les musulmans devront, comme les chrétiens, relever le défi adressé par le vingtième siècle. Notons que si le Shah d'Iran rejetait la religion, Khomeyni rejetterait le mythe du progrès technique.

2) UNE BASE COMMUNE : Si la "mission", c'est témoigner de ce qu'on croit en le vivant, chrétiens et musulmans ont à coeur de construire un monde où Dieu est le centre (peu importe comment on l'appelle) - Dieu et non pas l'argent, le pétrole ou l'armée ...

Citons la Chine populaire où vivent 12 millions de musulmans, l'URSS, 40 millions ; les chrétiens d'URSS mènent le même combat contre un athéïsme militant.

Si Dieu est le centre de la vie, et non une idéologie, on retrouve une base commune dans la pratique : nous respectons les mêmes valeurs ; charité, jeûne, prière nous rapprochent par la vie quotidienne. La plus grande honte restera de se servir de la religion pour justifier les tueries - qu'elles s'appellent Croisades ou guerres saintes - !

3) "MAIS ON NE VIT PAS LA-BAS !"

- Si, justement ! Avions, TV, radio, reportages, ... véhiculent fanatismes, à priori, méfiances.

Shah = pétrole = prospérité. Khomeyni = pénurie ; donc Islam = Satan. Et nous colportons des jugements, des idées qu'on nous souffle, qui sont "dans l'air"... Finalement, nous partageons les points de vue, la responsabilité de notre société, donc ses prises de position.

Or , il y a de plus en plus de musulmans parmi nous : étudiants, travailleurs étrangers, il y en a plus que de protestants en France ; et ils sont en contact avec leur pays, eux aussi entendent "ce qui se dit", voient comme on les traite. Nous sommes exactement autant concernés que nos gouvernements !

En conclusion et pour illustrer la complexité des rapports et la nécessité d'un effort d'information, prenons la question du statut de la femme. Il faut arrêter de considérer le voile comme le symbole d'oppression de la femme en terre d'Islam, et surtout, d'en rendre responsable le Coran. Comme la Bible, celui-ci pose l'égalité de l'homme et de la femme - au moins théoriquement !

Dans les faits, les traditions chrétiennes et musulmanes ont rabaissé la femme.



C'est donc ensemble que les femmes d'Orient et d'Occident ont à poursuivre la même libération culturelle dans un monde conçu par et pour les hommes, au nom du Dieu qui libère de toutes les formes d'oppression.

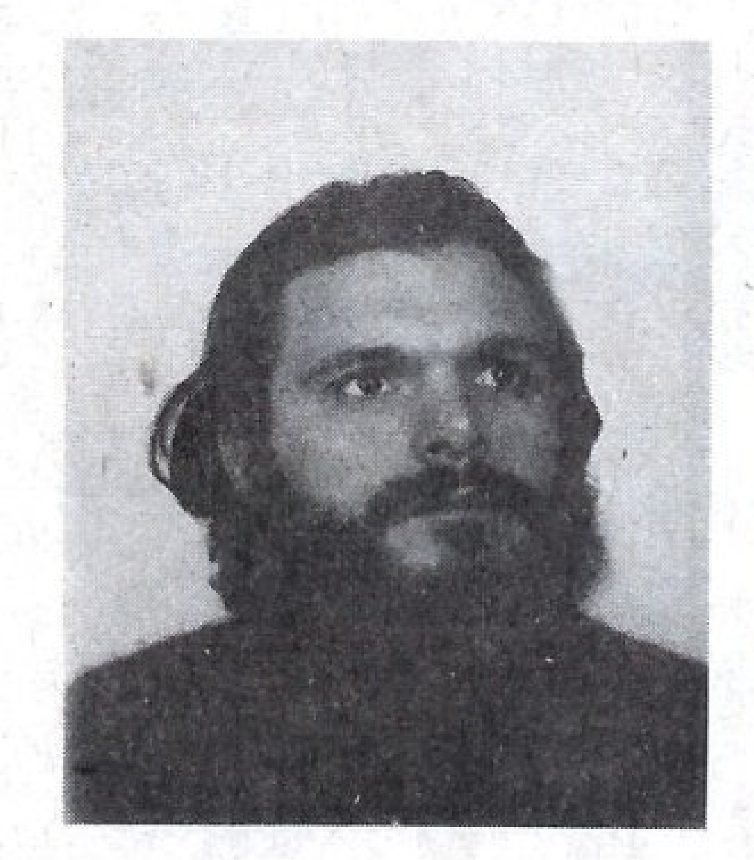
Dossier préparé par Lytta BASSET

Photos de Jean-Claude et Lytta BASSET

ils sont partis...

Ursula SCHAERER et Sergio FERRARI, du groupe Fribourg, le 12 février 1981. Ils participeront à un projet d'alphabétisation et d'animation sanitaire au Nicaragua. C'est la première affectation de volontaires FSF pour ce pays.

Leur adresse : Instituto Historico Centroamericano, Apartado 69 MANAGUA / NICARAGUA







Le 26 février 1981, Solange-Marie DELAIVE, de Belgique, a rejoint l'équipe de Tambobamba, au Pérou. Comme infirmière, outre l'animation sanitaire et les soins au dispensaire, elle formera des animateurs de santé.

Son adresse : PP. Agustinos, TAMBOBAMBA, via Cuzco (Apurimac) PEROU

retours au pays:

Georges et Marianne JACCARD, typographe et infirmière à BOBO-DIOULASSO, en HAUTE-VOLTA. Georges travaillait à l'imprimerie de la Savane et était responsable de la formation du personnel, Marianne travaillait au dispensaire et à l'animation sanitaire. Avec leurs enfants, Yvan et Carole, nés en Afrique, ils habitaient la Haute Haute-Volta depuis 4 ans.

Leur adresse actuelle : Pierreuses 8 a - 2013 COLOMBIERS

naissances :

* *Lucie, le 17 décembre 1980, au foyer d'Antoine et de Marie-Judith LEROUEIL-KABAZAYIRE, à SOUKOUE, Sénégal.*

* *Sandra, est arrivée du PEROU, en juillet 1980, pour faire la joie du foyer Luca et Silvana BUZZI-BERNASCONI, Via Vincenzo Vela 21 - BELLINZONA*

----

décès

- M. Ambroise GUEGUEN, père d'Alice ACKERMANN, Av. de Paris 100 - 78000 VERSAILLES

- M. Roger de BOISSET, père d'Elisabeth de BOISSET, B.P. 1037 St-Joseph, PORT-AU-PRINCE / HAITI

GVOM

NOUVELLE PLAQUETTE GVOM DONNANT DES INDICATIONS DE CE QUE NOUS DEVENONS

GVOM

"Il est nécessaire de se battre pour le monde nouveau qui est notre espérance. Sinon tout est récupéré selon la pente naturelle de la société qui appartient encore aux forts, aux riches et aux instruits".

(J. Walter)



C'EST LE PARTAGE QUI EST SOUS-DEVELOPPE

Je souhaite trouver quelque chose qui m'engage avec d'autres... Comment m'y prendre ?

VOUS POUVEZ NOUS LA DEMANDER A LA SAGNE !

départ

- Line et Daniel TRINKLER pour la CALIFORNIE, dans le cadre d'un travail de la "Brethren Curch", un travail avec les Chicanos. Ils partent le 6 mars. Tous deux sont éducateurs.
- Hans BIERI qui est technicien retourne à LIBAMBA, AU CAMEROUN, pour continuer ce qu'il a entrepris dans le cadre du collège de Libamba : développer une formation technique de base immédiatement utilisable dans la vie pratique. Il est pris en charge par GVOM.

oooooooooo

AU NICARAGUA ...

Marion HELD et Bernard BOREL sont maintenant en possession de leur visa après de longues tractations. Ils sont contents, mais c'est difficile ...

DES CONTACTS...

- *Avec deux responsables de la CEPAD, organisme des Eglises réformées au NICARAGUA pour affermir les premiers contacts établis par Marion et Bernard.*
- *Avec Dale Ott du Brethren Volunteer Service pour renforcer les premiers contacts pris par Line et Daniel.*
- *Avec un petit groupe qui est en relation avec une action auprès d'enfants dans un bidonville à Barranquilla, En Colombie.*
- *Avec la Communauté "Arc-en-ciel", qui travaille avec des handicapés mentaux et physiques à Nîmes. Frank Baral, fondateur de cette communauté et Eliane Soguel, infirmière, nous ont rencontrés. Nous souhaitons une interpellation mutuelle allant vers une collaboration.*

ooooooooo

IDEES ... FOFOLLES ... MAIS SERIEUSES

NOUS SOUHAITONS CREER UNE IMPRIMERIE-BISTROT-LIBRAIRIE..., NOUS AVONS DEJA UN TYPO ET UNE LIBRAIRE. AVEZ-VOUS DES IDEES, DES SUGGESTIONS, DES PROPOSITIONS ???



A cause de la situation internationale, des tensions que nous vivons, de la répression et de la violence qui apparaît partout, nous vous offrons des possibilités de réflexion et de formation à la recherche et à la construction de la paix.
Il est urgent de nous former à des moyens de lutte non-violents, car nous vivons dans une société qui perpétue l'enseignement de la violence pour résoudre les conflits.
C'est un apprentissage que nous vous proposons !

FEDERATION ROMANDE DES MOUVEMENTS NON-VIOLENTS

DATE : du 4 au 5 avril 1981
LIEU : Centre Universitaire Catholique (CUC) - Bd de Grancy 29-31 - LAUSANNE
Repas pris sur place et logement chez l'habitant
PRIX : Entre Fr. 15.-- et Fr. 20.-- (maximum)
THEME : Manifestations de rues - quelles techniques utiliser et comment maîtriser une manifestation par la non-violence ?

****

DATE : du 6 au 8 juin 1981 (Pentecôte)
LIEU : Valais (à préciser)
PRIX : Entre Fr. 25.-- et Fr. 35.-- (maximum)
THEME : Pas encore déterminé

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

- FEDERATION ROMANDE DES MOUVEMENTS NON-VIOLENTS - Case Postale 14 - 2055 ST-MARTIN - tél. 038 53 46 93
- CENTRE MARTIN LUTHER KING Béthusy 56 - 1012 LAUSANNE - tél. 021 32 27 27

SEMAINE DE FORMATION A LA NON-VIOLENCE

DATE : du 13 au 18 juillet 1981

Cette semaine est destinée aussi bien aux personnes qui désirent s'initier à la non-violence qu'à celles qui souhaitent en approfondir l'un ou l'autre aspect. Exposés, discussions de groupe, ateliers, fête.

ANIMATION : LE LOUVERAIN + GROUPE NON-VIOLENT DE NEUCHATEL

Rens. + inscript.: LE LOUVERAIN - 2206 LES GENEVEYS S/COFFRANE (NE) tél. 038 57 16 66

COMMUNAUTE DE GRANDCHAMP

VERS UNE SPIRITUALITE DE LA NON-VIOLENCE - Retraite-session du 27 au 31 mai 1981

Dans le cadre de la vie de prière de la communauté, Larry MILLER, mennonite de Paris, nous aidera à découvrir ce thème à partir de la Bible. René MACAIRE partagera avec nous sur les fondements évangéliques de la mutance.

Rens. + inscript.: COMMUNAUTE DE GRANDCHAMP - 2015 AREUSE (NE) tél. 038 42 24 92



Photo J.Ph. DAULTE

LES 4-5 AVRIL 1981

LE PEUPLE SUISSE VA SE PRONONCER SUR L'INITIATIVE POPULAIRE EN FAVEUR D'UNE NOUVELLE POLITIQUE À L'ÉGARD DES ÉTRANGERS :

«ETRE SOLIDAIRES»

LA SITUATION EST CONNUE :

- Les saisonniers n'ont pas le droit d'amener leur familles,
- les annuels vivent dans la crainte d'être expulsés de Suisse pour des raisons économiques ou administratives, ils n'ont pas le droit de libre association, etc.

Cette initiative est l'occasion d'inscrire dans la Constitution Fédérale les droits et devoirs des étrangers. Cette initiative permettra :

1) D'assurer la sécurité de séjour et l'égalité des droits des étrangers (à l'exception des droits politiques).
2) De supprimer, dans un délai de 5 ans, le statut de saisonnier.
3) De stabiliser, voire réduire, les effectifs en limitant le nombre des entrées, qui ne doivent pas dépasser le nombre des sorties.

Le drame des travailleurs saisonniers, qui doivent laisser leur famille dans leur pays pour travailler en Suisse, qui sont mis au chômage forcé trois mois par année, qui ne savent pas d'une année à l'autre s'ils pourront revenir travailler chez nous, est connu. Il ne devrait plus être nécessaire d'argumenter sur les droits de l'homme, en particulier, sur le droit de la famille.

Les opposants à l'initiative se regroupent principalement dans les milieux nationalistes (Action Nationale) et dans les groupes de l'USAM (Union Suisse des Arts et des Métiers).

S'il est évident que certains milieux de l'économie tirent profit de la situation actuelle, ce n'est pas le cas, et largement, de tous.

En effet, de nombreux entrepreneurs, patrons d'entreprises, hôteliers, se déclarent partisans de l'initiative en privé, mais n'osent le dire publiquement, solidarité patronale oblige. Pourtant, ces mêmes personnes affirmaient que l'initiative était non seulement moralement nécessaire, mais aussi économiquement souhaitable.

Le maintien de statut de saisonnier permet, en effet, de conserver les salaires assez bas dans certains secteurs économiques, et par là même de favoriser certains intérêts privés.

L'illustration la plus évidente en est donnée par la construction de certains centres touristiques qui tombent rapidement en faillite ou font l'objet de fortes spéculations immobilières. Ces centres ont été construits souvent à bon marché, grâce au travail des saisonniers, et ne peuvent survivre, lorsqu'ils survivent, que parce que le personnel hôtelier est largement sous-payé !

UN PAS À FAIRE :

Certes, le statut de saisonnier retient souvent l'attention. Pourtant les saisonniers ne représentent qu'une petite partie des étrangers habitant en Suisse. Les 80 % des étrangers sont en Suisse de manière définitive, ils participent à notre vie économique, sociale, culturelle. Les 30 % des étrangers en Suisse ont moins de 20 ans, la plupart sont nés en Suisse.

Il ne s'agit donc pas de discuter de l'opportunité de la présence des étrangers en Suisse. ILS SONT LA.

Le problème est de savoir si nous devons augmenter cette présence ou la stabiliser. L'initiative propose une stabilisation pendant les dix prochaines années.

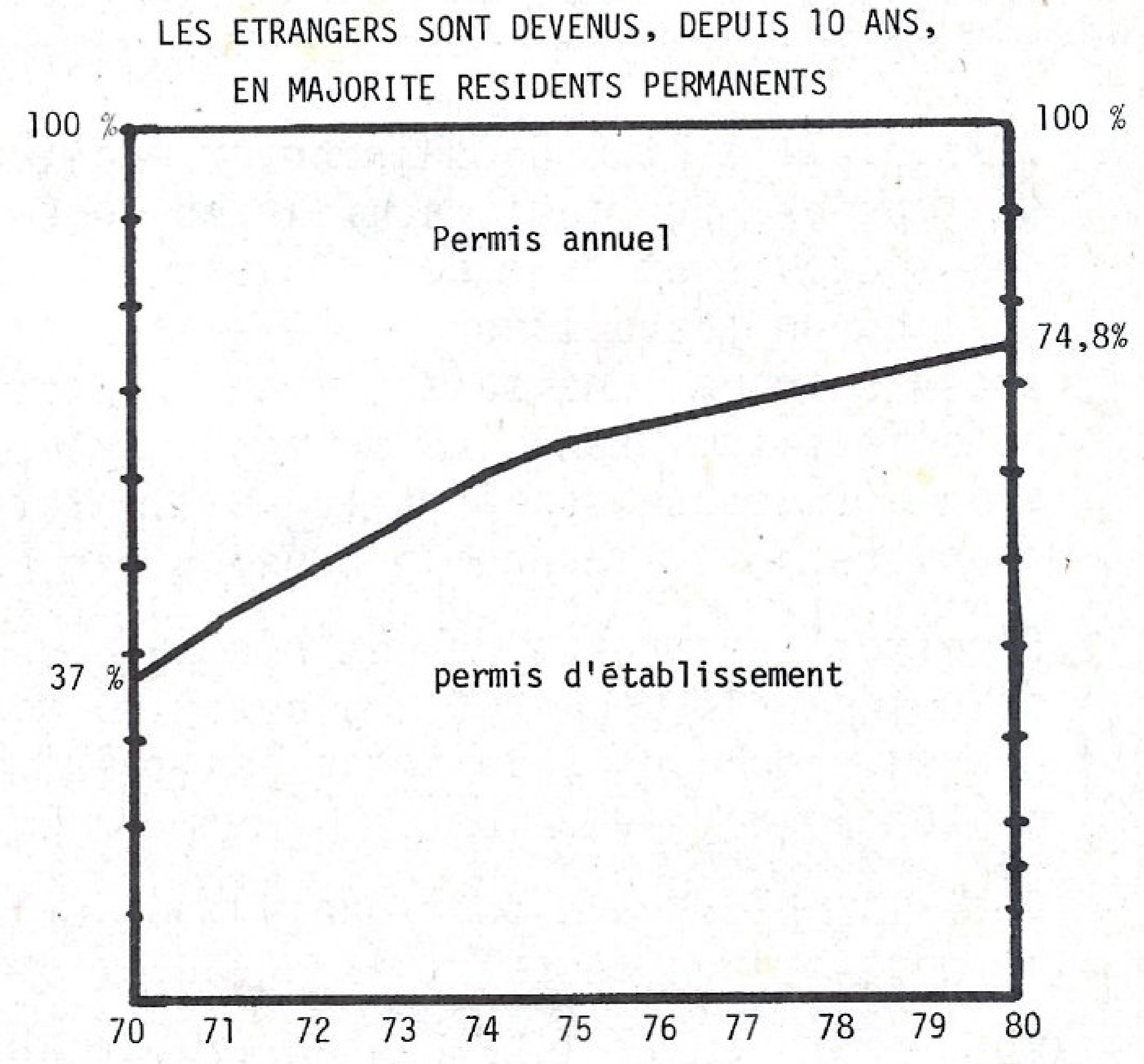
La Suisse a souvent hésité lorsqu'il s'agissait de faire des pas importants, mais s'est aussitôt réjouie des pas faits.

L'entrée de chaque canton dans la Confédération a fait l'objet de longues discussions sur les risques d'aggrandir la Confédération. Les cantons de Fribourg et Soleure,qui fêtent cette année le 500e anniversaire de leur entrée dans la Confédération, en savent quelque chose, puisqu'au départ, ils n'ont été admis comme cantons qu'avec des conditions restrictives importantes.

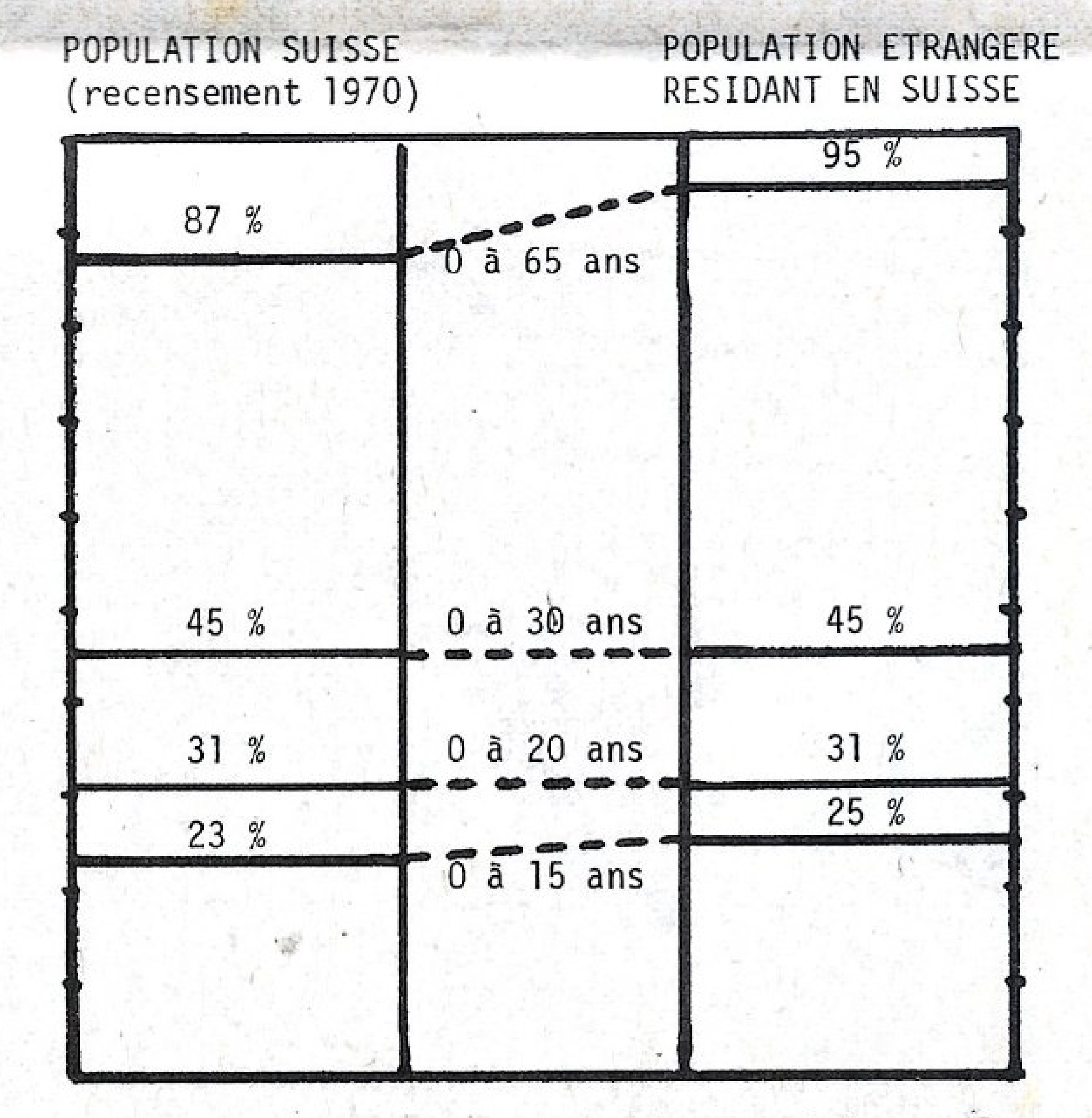
Combien de temps a-t-il fallu pour instituer l'assurance vieillesse, pour dire aussitôt que c'est l'une des plus grandes chances de la Suisse.

Le droit de vote des femmes n'a que 10 ans ! Pendant des années, nous avons entendu le danger que représentait le droit de vote donné aux femmes. Depuis 10 ans, tout le monde se félicite de l'apport important que les femmes ont amené à la vie politique suisse.

Une fois de plus, avec l'initiative "ETRE SOLIDAIRES", il faudra forcer le destin; en effet, tout le monde s'accorde à dire que cette initiative est bonne sur le fond, beaucoup disent qu'elle est inopportune, que le développement économique de la Suisse en pâtirait. Ces mêmes personnes se féliciteront après le 5 avril !



Travailleurs étrangers résidant en Suisse, selon le genre de permis (les saisonniers ne sont pas considérés comme résidents).



La population étrangère résidant en Suisse a le même âge que la population suisse, mais a moins de "vieux".

LES VRAIES RAISONS DU MAINTIEN DU STATUT DU SAISONNIER :

Certes, le statut du saisonnier était initialement lié à l'existence d'un travail saisonnier. Pourtant, au fil des années, le statut du saisonnier a été utilisé dans des secteurs et dans des régions toujours plus importantes. Celui qui ne devait être qu'un travailleur d'une saison est devenu progressivement le travailleur de trois saisons, une saison étant passée à l'étranger. De nombreux entrepreneurs, hôteliers (qui sont les principaux employeurs des saisonniers) souhaitent même que l'on ait des saisonniers travaillant toute l'année. Ce n'est donc pas tant des saisonniers dont l'économie pense avoir besoin, mais bien du statut des saisonniers.

En effet, ce statut permet d'empêcher légalement les étrangers qui y sont soumis de changer librement d'employeur ou de lieu. Ceci permet en particulier de faire pression sur les salaires : les salaires dans l'hôtellerie et dans la construction en témoignent largement.

Le saisonnier qui, pour une raison ou une autre, voudrait changer d'employeur, ne le peut pas et devrait, ipso facto, quitter la Suisse.

Par ailleurs, l'existence du statut de saisonniers permet de maintenir une concurrence entre les travailleurs suisses et les travailleurs étrangers, ce qui ne peut être que favorable aux employeurs : diviser pour régner.

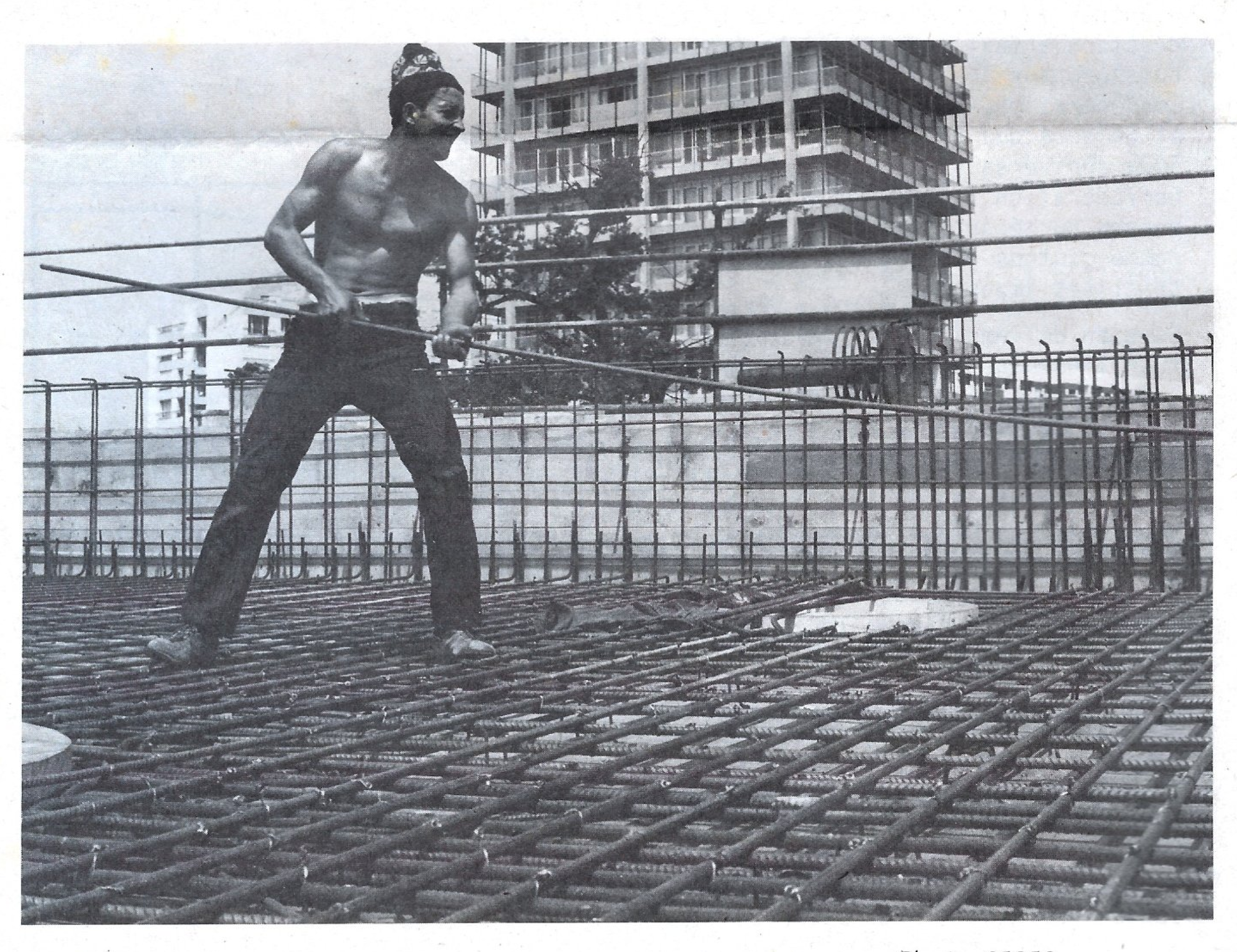


Photo CIRIC

Pourquoi des étrangers en Suisse ?

ou un exemple de mal-développement

Depuis des décennies, la "mobilité de la main-d'oeuvre" est devenue le credo politique de tous les économistes de la croissance. Les gens doivent se déplacer, doivent changer de profession, bref, doivent suivre le progrès. Pourtant, dès que ceux qui ont suivi le progrès réclament des droits pour eux-mêmes, le droit de vivre en famille, le droit de s'exprimer, on leur répond : "vous pouvez déjà être contents que l'on vous offre du travail".

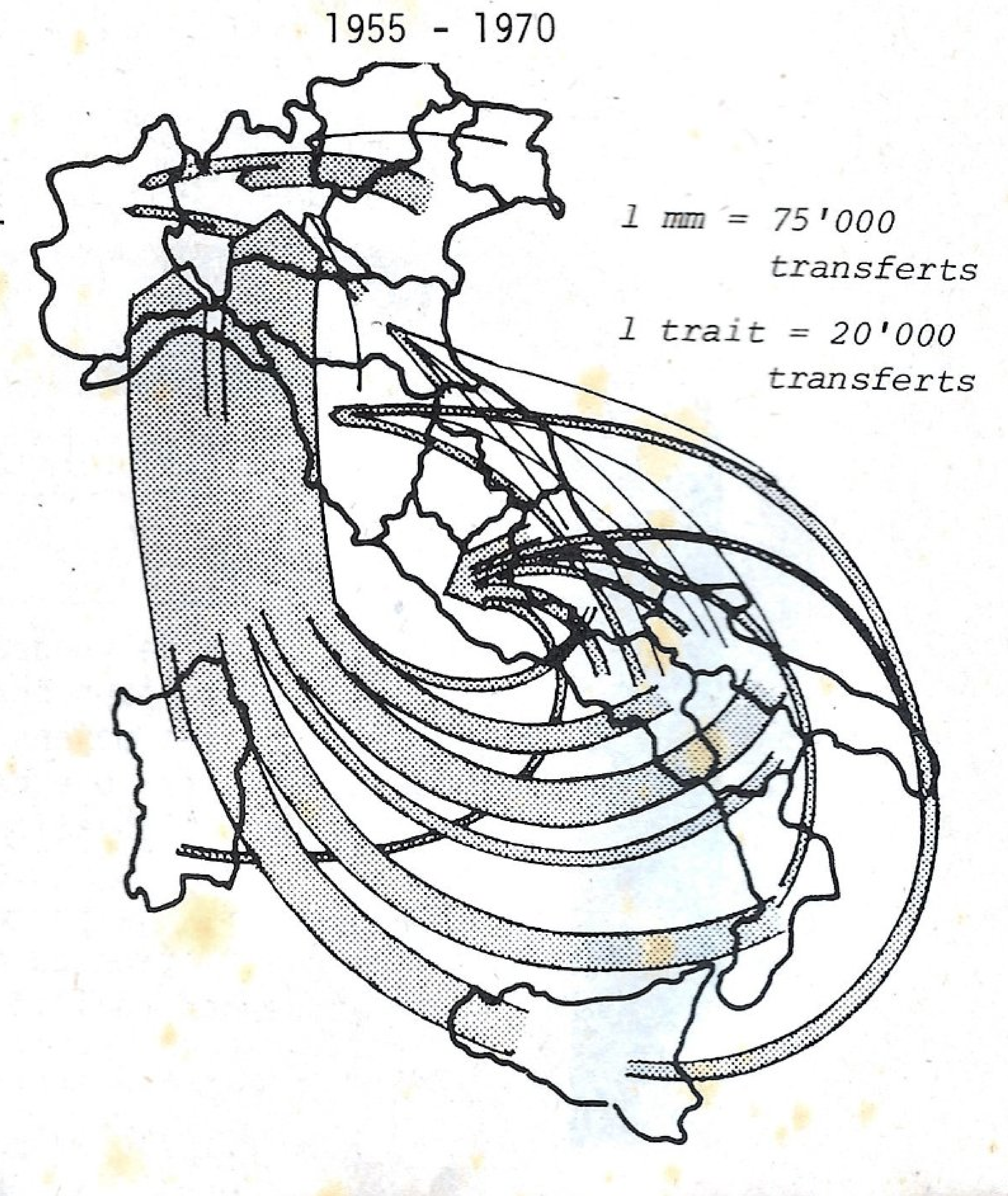
La libre circulation des capitaux, qui a entraîné derrière elle de grandes migrations, a engendré un développement très inégal que ce soit entre les pays, ou même à l'intérieur des pays.

Ainsi, par exemple, tout le Sud de l'Italie a connu une véritable hémorragie humaine : plus de 1,5 millions d'Italiens ont quitté leur pays pour venir travailler, soit au Nord de l'Italie, soit à l'étranger.

Il est évident que si les capitaux et les hommes quittent le Sud de l'Italie, cette région ne peut que rester dans un état économique stagnant, pauvre.

MOUVEMENTS MIGRATOIRES INTERREGIONAUX

1955 - 1970



N.B. - Les valeurs inférieures à 20'000 transferts ne sont pas représentées.

Si des travailleurs étrangers viennent dans notre pays, c'est parce que les capitaux y affluent, c'est aussi parce qu'il faut moins d'imagination pour créer des emplois dans les "pôles de croissance" que dans les zones qui ne demandent qu'à se développer.

Ce phénomène repose la question que l'on dit éternelle, parce qu'elle n'a jamais été résolue : FAUT-IL DEVELOPPER L'ECONOMIE POUR L'HOMME ?

FAUT-IL QUE L'HOMME SUIVE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ?

L'INITIATIVE "ETRE SOLIDAIRES" NE PRÉTEND PAS RÉSOUDRE CETTE QUESTION, ELLE PERMET DE RÉTABLIR LES DROITS ÉLÉMENTAIRES DES MIGRANTS, ELLE PERMET DE RESPECTER LE DROIT QU'A TOUT INDIVIDU DE VIVRE EN FAMILLE, LE DROIT À TOUTE PERSONNE QUI A PRIS LE RISQUE D'ÉMIGRER DE NE PAS ÊTRE CHASSÉ !

Pier-Luigi GIOVANNINI *et Gilbert* ZBAREN

"SOLIDAIRE" NO 53 - MARS 1981 - PROPOSE UN DOSSIER D'UNE DOUZAINE DE PAGES SUR LES QUESTIONS ET LES CONTROVERSES QUE SUSCITE L'INITIATIVE "ETRE SOLIDAIRE"
Il peut s'obtenir à la DECLARATION DE BERNE - 25, Rue Terreaux - 1003 LAUSANNE

VIVRE PAQUES ENSEMBLE

EIRENE - FSF - GVOM OECUMENIQUE

Vivre le temps de Vendredi-Saint et de Pâques avec d'autres, dans l'approche et l'étude d'un texte biblique. Trouver les moyens de partage et d'expression pouvant permettre une démarche personnelle. Construire ensemble des célébrations en relation avec ce qui sera vécu.
Vivre des temps de partage en favorisant la découverte de la signification du message biblique, au niveau du texte et de nos réalités.

DATES : *du 16 (soir) au 20 avril 1981*

PRIX : *Fr. 100.-- par personne (prix indicatif)*
couple et enfant : prix à déterminer

LIEU : *MONTERET - ST-CERGUE /VD*

ANIMATION: *Ulrich Rüegg, Gilbert Zbären, Louis Crausaz, Thérèse Dubuis*

UN ATELIER D'ENFANTS EST PREVU

TALON D'INSCRIPTION à retourner rapidement à : SESSION DE PAQUES - p.a. Gilbert ZBAREN
10, Rte de Lausanne - 1033 CHESEAUX

Je m'inscris - nous nous inscrivons à la Session de Pâques du 16 au 20 avril 1981.

NOM : Prénom : Né en :
Adresse : Tél.:

Intéressé par l'atelier d'enfants OUI NON
pour enfants âges :

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

J.A. 2056 DOMBRESSON